



Après les attentats de Paris

Nous, Citoyens du Monde, réunis en Assemblée le 22 novembre 2015 à Ungersheim (France), fortement émus par les attentats perpétrés à **Paris** le vendredi 13 novembre, exprimons notre solidarité avec les familles qui pleurent la disparition de l'un des leurs, et avec tous ceux qui sont blessés dans leur corps ou dans leurs relations. Notre solidarité s'étend à toutes les victimes d'évènements similaires qui se sont déroulés récemment à **Bruxelles**, à **Tunis**, à **Beyrouth**, à **Bamako** ou dans le ciel du **Sinaï** et qui se déroulent encore dans de nombreux pays où les populations sont soumises à la terreur, à la spoliation, au mépris.

Nous dénonçons toute forme d'intégrisme, et tout acte de violence quel qu'il soit, commis contre les personnes ou leurs biens.

Nous sommes surpris par certaines réactions où il n'est question que de guerre, de sécurité, d'état d'urgence, de bombardement, de déchéance de nationalité, de "barbares", de "sang impur [qui] abreuve nos sillons".

Nous regrettons l'absence de parole sur les intérêts économiques avec certains pays sur le pétrole, les ventes d'armes, le contrôle de l'eau ou autre.

Nous dénonçons les germes de violence que constitue la misère du plus grand nombre à côté de l'abondance dont jouit une minorité d'habitants de la Terre, la pollution de l'atmosphère, celle de l'eau, l'accaparement et le gaspillage des ressources énergétiques fossiles et des matières premières rares, l'explosion démographique, le désordre monétaire.

Nous rappelons le préambule de la déclaration universelle des droits de l'homme, selon lequel : "*il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression*".

Nous déclarons que la paix et la liberté sont des droits essentiels.

Nous exhortons les femmes et les hommes de bonne volonté de toutes origines à se lever et à agir pour que les droits fondamentaux des êtres humains soient respectés partout dans le Monde, et de ne pas céder aux manipulations et provocations des appareils de pouvoir qui poursuivent des buts contraires à leurs intérêts

Nous demandons aux responsables politiques, aux chefs d'États et de gouvernements de mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires sur le plan social et international afin que les populations soient protégées et défendues dans leurs droits et libertés.

A défaut d'institutions démocratiques réellement à la hauteur des problèmes rencontrés, nous invitons les différentes parties concernées à se rencontrer et privilégier le **dialogue**, de mener des réflexions et des actions concrètes contre la guerre et pour la paix, afin de chercher ensemble des solutions pacifiques aux situations conflictuelles qui sinon, risquent de déboucher sur un enchaînement de catastrophes dont personne ne peut prévoir les conséquences.